

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Conclusion de la première phase du <i>Continental Transmission Master Plan</i>
Burundi	7 entreprises sur 10 touchées par la pandémie
Comores	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Djibouti	Extension de la stratégie-pays de la Banque africaine de développement
Erythrée	Légère baisse des exportations françaises vers l'Érythrée sur les 9 premiers mois 2020
Ethiopie	Progression de la contribution du secteur minier au PIB
Kenya	Le fret maritime comme alternative au fret aérien pour les exportations horticoles
Madagascar	Rehaussement du taux de réserves obligatoires des dépôts en devises
Maurice	La compagnie mauricienne <i>Rose Hill Transport</i> (RHT) s'implante en Ouganda
Ouganda	Maintien du taux directeur de la Banque centrale 7 %
Rwanda	ENABEL mobilise 13 MEUR pour soutenir les investissements dans l'élevage
Seychelles	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Somalie	Le groupe Al-Shabaab aurait une position financière solide selon l'ONU
Soudan	Augmentation du déficit commercial au premier semestre 2020
Soudan du Sud	Nouvelles mesures pour stabiliser le taux de change et contrôler l'inflation
Tanzanie	Augmentation de 45,8 % des exportations d'or

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après + 45 % la semaine dernière, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente cette semaine de 7 % (+ 12 162 cas contre + 11 334 la semaine passée, et 7 814 la précédente), suivant la tendance mondiale (+ 8 %). Cette hausse est principalement portée par les augmentations significatives du nombre de nouveau cas au Soudan (+351 contre +71), en Ouganda (+1 571 contre +1 198) et en Somalie (+288

contre aucun cas remonté la semaine passée). Le nombre de nouveaux cas reste relativement stable à un niveau élevé en Ethiopie (+3 035) et au Kenya (+6 577). Le Kenya et le Soudan rejoignent cette semaine l'Ethiopie dans le groupe des pays où le décompte macabre dépasse les 1000 âmes.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie. ** Le nombre de cas étant anormalement inchangé à Madagascar pour la semaine, nous avons exceptionnellement reporté le chiffre de l'Université John Hopkins

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	25/10	1/11	8/11	25/10	1/11	8/11
Burundi	556	589	614	1	1	1
Comores	517	530	557	7	7	7
Djibouti	5 528	5 561	5 605	61	61	61
Erythrée	461	463	491	0	0	0
Ethiopie	92 858	96 169	99 204	1 419	1 469	1 518
Kenya	48 790	55 192	61 769	896	996	1 103
Madagascar	16 968	17 111	17 223	244	244	244
Maurice	435	441	452	10	10	10
Rwanda	5 060	5 137	5 213	34	35	36
Seychelles	152	154	154	0	0	0
Somalie	3 941	3 941	4 229	102	104	107
Soudan du Sud	2 883	2 926	2 943	56	59	59
Soudan	13 733	13 804	14 155	837	837	1 116
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	11 297	12 495	14 066	99	111	131
Total AEOI	203 688	215 022	227 184	3 787	3 955	4 414

Conclusion de la première phase du Continental Transmission Master Plan. Afin d'harmoniser les différents réseaux d'infrastructures énergétiques et de faciliter le commerce d'électricité entre états africains, l'Union Africaine a acté en 2018 le *Continental Transmission Master Plan*. Composante du projet du Marché Unique Africain de l'électricité (introduit en 2015 par l'UA), la 1^{ère} phase a été financée par une facilité d'assistance technique de l'Union européenne (500 000 EUR). La 2^{ème} phase, qui consiste en la mise en œuvre des projets identifiés durant la phase 1, doit démarrer en janvier 2021, pour une durée de 10 ans. Alors que la première phase a été financée par l'UE, la phase II intéresserait plusieurs bailleurs dont la BAD, la BM et l'UNECA.

Une nouvelle enveloppe de l'UE de 17,2 MEUR pour soutenir les mesures de préparation liées à la COVID-19. Cette nouvelle enveloppe servira à soutenir les personnes déplacées en Somalie, à fournir des équipements de protection aux personnels de santé au Soudan du Sud et à renforcer le système de santé au Soudan. L'UE travaillera en étroite relation avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la mise en œuvre de cette nouvelle aide. Avec cette nouvelle contribution, le soutien du fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique à la réponse sanitaire d'urgence atteint désormais 300 MEUR en Afrique de l'Est.

Actualités pays

BURUNDI

7 entreprises sur 10 touchées par la pandémie. L'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) a mené une étude sur l'impact de la pandémie sur les activités des entreprises et les conditions de vie des ménages au Burundi en août 2020. Les résultats, partagés ce mois-ci, soulignent que 7 entreprises sur 10 ont déclaré avoir été touchées par la pandémie. Deux tiers des entreprises participant à l'enquête ont constaté une baisse de leur vente et la moitié des difficultés de trésorerie. La moitié des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès aux intrants dans un contexte de perturbation de l'approvisionnement mondial. Afin de s'adapter à la pandémie, les entreprises misent davantage sur les ventes et activités en ligne. Seul 14 % des répondants ont réduit leur heure de travail.

COMORES

Pas de brève cette semaine

DJIBOUTI

Extension de la stratégie-pays de la Banque africaine de développement (BAD). Le 09 novembre, la BAD a approuvé l'extension et la mise à jour du document de stratégie-pays de Djibouti (2016-2020) jusqu'en 2022. Ce programme comprend 4 opérations d'un coût de 13 MEUR essentiellement couvert par les ressources concessionnelles du Fonds africain de développement. Parmi les opérations prioritaires pour 2021-2022, peuvent être cités le projet d'interconnexion électrique éthio-djiboutien, le renforcement de la sécurité alimentaire et le projet d'appui institutionnel pour la réforme et le renforcement de la gestion de la dette. Sur 2016-2020, la BAD a entériné 7 opérations de 69 MEUR sur une prévision de 36,8 MEUR pour la période du DSP, soit un taux d'engagement des ressources de 186,6 %.

ERYTHREE

Légère baisse des exportations françaises vers l'Érythrée sur les 9 premiers mois 2020. Malgré un 1^{er} semestre prometteur (+ 6 %), sur les 9 premiers mois de 2020, les exportations françaises vers l'Érythrée accusent une légère baisse (- 4,3 %), passant de 2,3 MEUR à 2,2 MEUR, portée par les machines pour l'extraction ou la construction (- 80 %), les moteurs et turbines (- 60 %) et les produits chimiques (- 6,7%). Sur la même période, les importations françaises depuis l'Érythrée enregistrent une baisse par rapport aux 9 premiers mois 2019 (- 48 %), passant de 54 kEUR à 28 kEUR. Ce recul s'explique en partie par l'absence d'importations de produits forestiers sur la période (15 kEUR à 0 EUR). Malgré un pic des échanges ayant atteint 5,5 MEUR en 2018, selon les données CNUCED, en 2019, la France disposait seulement de 0,53 % de part de marché sur le total des importations érythréennes (1,14 Md USD).

ETHIOPIE

Progression de la contribution du secteur minier au PIB. Selon le ministère des Mines et du Pétrole, la contribution totale du secteur minier au PIB a atteint 178 MUSD sur le seul premier trimestre de l'année budgétaire 2020/21, soit 82 % du montant total généré sur l'ensemble de l'année 2019/20 (207 MUSD). Cette progression est due à plusieurs facteurs : i) reprise de la production du principal site d'exploration d'or (propriété de la société privée Midroc détenue par le milliardaire al-Amoudi) après des litiges fonciers en 2019/20, ii) entrée de certains acteurs informels dans les circuits officiels en raison de la fermeture des frontières terrestres (Covid-19), ii) augmentation du cours international. Alors que la contribution au PIB du secteur avait atteint un pic de 618 MUSD en 2011/12, elle ne représentait plus que 0,8 % du PIB éthiopien en 2018/19 (69 MUSD).

KENYA

Lancement d'un appel à expressions d'intérêt pour la mise à niveau de la centrale géothermique d'Olkaria. La *Kenya Electricity Generating Company* (KenGen) vient de lancer un appel à manifestations d'intérêt pour moderniser la centrale géothermique d'Olkaria et augmenter ainsi la production d'électricité du pays. Le projet comprend principalement i) la mise à niveau des unités 1 et 2 de la centrale Olkaria IV, avec pour but d'augmenter la capacité de 75 MW actuellement à 85 MW, ii) l'amélioration des performances des unités 4 et 5 de la centrale Olkaria I et iii) la fourniture et l'installation du système de commande électrique de la centrale Olkaria IV. Ce projet intervient alors que KenGen a lancé en début d'année un appel d'offres pour la réalisation d'une nouvelle centrale Olkaria-Naivasha, d'une capacité de 140 MW, qui sera réalisée dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Le fret maritime comme alternative au fret aérien pour les exportations horticoles. Alors que le secteur horticole kenyan a été très impacté par la crise COVID-19 et la réduction des capacités de fret aérien, le développement du fret maritime représente une alternative sécurisante et moins coûteuse. Ces derniers mois, les infrastructures du port de Mombasa ont ainsi été optimisées, à travers la création de plus de 560 points pour l'emballage de différents produits horticoles, pour faciliter les exportations. *KenTrade*, l'agence publique mandatée pour faciliter le commerce transfrontalier, aurait par ailleurs harmonisé les procédures pour faciliter les exportations de fleurs, viande, thé ou noix de cajou. Le *Kenya Flower Council* (KFC) souhaite ainsi imiter la Colombie qui exporte plus de 70% de ses produits horticoles par la mer.

Inquiétude des producteurs de fleurs face aux nouveaux confinements en Europe. Alors que les nouvelles mesures de confinement mises en place en Europe affectent à nouveau les fleuristes et autres vendeurs de fleurs (grandes surfaces, jardinerie, etc.), les producteurs kenyans de fleurs s'inquiètent. Ces derniers jours, les commandes de fleurs du Kenya auraient en effet connu une chute de 20% aux enchères néerlandaises. Les commandes des USA, de la France (qui serait le 4^{ème} marché pour la fleur coupée en Europe), de l'Allemagne et du Royaume Uni auraient en effet fortement diminué ces derniers jours. Si la situation actuelle ne sera pas comparable à celle du début d'année, compte tenu notamment du maintien de certaines capacités de fret et de la promotion des ventes en ligne, l'impact de ce nouveau confinement devrait néanmoins impacter davantage les productions de fleurs bas/moyen de gamme. Le secteur kenyan des fruits et légumes, quant à lui, s'attend à des niveaux de commande élevés jusqu'en février 2021, en dépit de cette nouvelle période de confinement.

MADAGASCAR

Rehaussement du taux de réserves obligatoires des dépôts en devises. Le comité de politique monétaire de la Banque centrale malgache (BFM) a pris, le 4 novembre 2020, plusieurs décisions relatives aux instruments de politique monétaire : diminution du coefficient des réserves obligatoires sur les dépôts en Ariary de 13 % à 11 % et rehaussement du coefficient sur les dépôts en devises de 13 % à 24 %, afin de soutenir la devise malgache. La BFM a également mis en place un refinancement exceptionnel pour atténuer les impacts de la crise avec un taux préférentiel de refinancement des banques de 4,97 % pour les financements des TPE/PME et du secteur aurifère et de 2,5 % pour les institutions de microfinance, contre un taux de refinancement « normal » de 5,3 %.

Identification d'un nouveau site pour le projet Tanamasoandro. Le vice-ministère des nouvelles villes et de l'habitat a identifié un nouveau site d'implantation pour le projet de nouvelle ville dit Tanamasoandro, initialement prévu à Ambohitrimanjaka (nord de Tananarive). Il s'agit de la zone de Tsimahabeomby (commune d'Imerintsiatosika), située à 26 km à l'ouest de la capitale sur le site de l'ancienne base de la NASA, inactive depuis juillet 1975. D'un coût évalué en octobre 2019 à environ 540 MEUR par la Présidence de la République, le projet Tanamasoandro prévoit le transfert des ministères et la construction de bureaux

administratifs, zones d'investissement, centres de santé, centres de loisirs et établissements d'éducation sur une superficie de 1000 ha.

MAURICE

La compagnie mauricienne Rose Hill Transport (RHT) s'implante en Ouganda. Le 27 octobre, la compagnie de transport mauricienne *Rose Hill Transport* (RHT) Holding Ltd a signé un contrat de gestion de 3 ans avec la société ougandaise *Tondeka Metro Company* (TMC) visant le développement du transport public ougandais. Durant cette période, RHT sera notamment chargée de la gestion opérationnelle de la flotte de bus de TMC, du recrutement de l'équipe de direction de TMC, de la supervision du développement des infrastructures requises, de la mise en place d'un centre informatique et de contrôle, de l'élaboration d'un programme de formation des conducteurs, de gestion des ressources et d'un manuel d'exploitation.

OUGANDA

Maintien du taux directeur de la Banque centrale à 7 %. Le Comité de politique monétaire (CPM) d'octobre, a maintenu le taux directeur de la Banque centrale à 7 %, pour soutenir la croissance qui reste fragile. Après la contraction de 6 % observée sur le 2ème trimestre, la croissance de l'activité est estimée à 2 % sur le 3ème trimestre, stimulée par l'assouplissement des mesures de confinement et l'amélioration, bien que modeste, de la demande intérieure et extérieure. Au total, la banque prévoit un taux de croissance entre 0,2 % et 0,5 % pour l'année 2020. Concernant l'inflation, l'institution estime qu'il existe des risques de pression à court terme sur les prix. Du côté de l'offre, l'augmentation des taxes sur les produits de consommation finale et les produits intermédiaires importés, les mesures de distanciation sociale ou encore la persistance des perturbations de l'approvisionnement pourraient exercer une pression sur les coûts. Du côté de la demande, les pressions pourraient s'accroître, en raison de l'assouplissement des mesures de confinement. Cependant, outre la faiblesse du prix du pétrole, différents facteurs pourraient contrebalancer les pressions haussières : une poursuite de l'augmentation de l'épargne de précaution, une diminution des transferts en provenance de l'étranger et une limitation de l'octroi de crédits par les banques.

RWANDA

ENABEL mobilise 13 MEUR pour soutenir les investissements dans l'élevage de porcs et de volailles.

L'agence de coopération belge, ENABEL, en partenariat avec le RAB (*Rwanda Agriculture Board*) a lancé semaine dernière un programme sur 5 ans visant à développer les filières porcines et volailles et attirer les investissements privés dans ces secteurs au Rwanda. L'amélioration génétique, la disponibilité des aliments pour animaux et le développement des structures d'abattage constituent les principaux enjeux pour ces filières. A horizon 2023, les autorités rwandaises comptent sur 12 000 éleveurs de volailles et de porcs et au moins 9 000 producteurs de soja et de maïs. Le président de l'association des éleveurs de porcs au Rwanda aurait également lancé un appel à la création d'un centre d'excellence pour l'élevage porcin et l'insémination artificielle. Selon les statistiques rwandaises, les effectifs de poulets et de porcs s'établiraient respectivement à 5,3 M et 1,4 M en 2019. Le pays produirait 9 000 T d'œufs, 37 300 T de viande de poulet et 23 000 T de porc. Cette production est amenée à croître dans les prochaines années, en visant notamment le marché rwandais mais également régional (RDC notamment).

SEYCHELLES

Pas de brève cette semaine

SOMALIE

Le groupe Al-Shabaab aurait une position financière solide selon l'ONU. Le groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU pour la Somalie a publié le 28 octobre un rapport sur le financement des activités du groupe terroriste Al-Shabaab. Ce rapport révèle la position financière solide du groupe terroriste, qui a mis en place un réseau de blanchiment d'argent via des institutions financières formelles. Selon le rapport, le groupe collecterait 13 MUSD par mois dans le sud et le centre de la Somalie via un système complexe centralisé. Les méthodes variées, parfois violentes en cas de refus, sont des *checkpoint* payants, l'extorsion des entreprises et la taxation des importations via les ports principaux. Le groupe accepte des paiements en cash mais aussi via le réseau local de monnaie électronique et bancaire. Selon le rapport, le groupe possède des plusieurs comptes en banque dans des banques locales ce qui lui permettrait d'investir dans l'immobilier et des PME de Mogadiscio.

SOUDAN

Engagement de l'AFD dans le secteur agricole. L'Ambassadrice de France au Soudan a co-signé cette semaine l'accord entre l'AFD et l'institut international d'agriculture tropicale (IITA). D'un montant de 2,8 MEUR, il permettra de lutter contre l'aflatoxine, cette molécule puissamment carcinogène présente dans plusieurs cultures phares comme le sorgho, le sésame, les arachides, le coton et le maïs. L'objectif global de ce projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que les revenus des producteurs, en développant une solution de lutte biologique contre l'aflatoxine prête à la commercialisation et à l'emploi. La contamination par les aflatoxines est indétectable à l'œil nu, elle résiste à tous les types de cuisson et de pasteurisation et affecte également la viande, les œufs et le lait par le biais de l'alimentation du bétail. Les effets sur la santé humaine sont dévastateurs, car l'aflatoxine de type B1 pourrait être le carcinogène naturel le plus puissant connu. Le secteur privé (producteurs d'aliments enrichis et exportateurs) sera fortement impliqué puisque les principales cultures touchées par cette molécule représentent presque 30% du total des exportations du Soudan et 43% si on rajoute les animaux vivants.

Augmentation du déficit commercial au premier semestre 2020. Les exportations du Soudan ont atteint 1,5 Md USD au premier semestre de cette année enregistrant une baisse de 25 % par rapport à la même période de l'an dernier où elles s'élevaient à 2 Mds. Les 4 premiers postes d'exportation ont été le sésame (454 MUSD), l'or (294 MUSD), l'arachide (241 MUSD) et les animaux vivants (147 MUSD). Dans le même temps, les importations ont progressé de 15 % pour atteindre 3,9 Mds. Le déficit s'est donc creusé pour atteindre 2,4 Mds USD contre 1,4 Md USD l'an dernier. Si le second semestre devrait voir une progression significative des ventes d'or grâce à un assouplissement des modalités d'exportation, la vente d'animaux vivants devra être affectée par l'arrêt des achats du principal client, l'Arabie Saoudite, qui a suspendu ses importations depuis le mois d'août, prétextant l'apparition de nouveau cas de la fièvre de la vallée du rift dans le nord du Soudan.

SOUDAN DU SUD

Nouvelles mesures de politique monétaire pour stabiliser le taux de change et contrôler l'inflation. Nommé le 2 novembre gouverneur de la Banque centrale, poste qu'il avait déjà occupé de mai 2018 à janvier 2020, avant d'être remplacé, M. Dier Tong Ngor a lors de sa prise de fonction, annoncé plusieurs mesures, à l'étude, en matière de politique monétaire, afin de stabiliser le taux de change et l'inflation : fixation d'un taux de change fixe avec le dollar, relèvement à 15 % du taux directeur de la banque centrale pour contrôler l'inflation, relèvement à 20 % du taux de réserves obligatoires pour limiter les liquidités des banques, afin de réduire la spéculation sur la monnaie et orienter les ressources vers le financement de l'économie. En parallèle, le nouveau directeur de l'agence nationale des revenus, a annoncé l'élaboration d'un plan stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes non pétrolières, afin de réduire la forte dépendance à l'égard des exportations de pétrole, ces dernières représentant 98 % des recettes en devises et près de 90 % des ressources budgétaires.

TANZANIE

Augmentation de 45,8 % des exportations d'or. Selon la Banque centrale de Tanzanie, les recettes d'exportation d'or du pays ont augmenté de 45,8 % pour passer à 2 826 MUSD sur la période de 12 mois terminée en septembre dernier. Cette augmentation serait due à la hausse à la fois du volume et du prix. L'or représente donc 56,6 % des exportations non traditionnelles tanzaniennes. En septembre 2020, la valeur des exportations d'or s'élevait à 263,1 MUSD contre 171,6 MUSD le mois correspondant en 2019. Ces nouvelles données montrent que les recettes tirées par la Tanzanie de l'exportation de l'or poursuivent leur trajectoire ascendante. L'or continue donc d'être un des piliers de l'économie tanzanienne, représentant plus de 40 % des exportations non traditionnelles du pays.

John Magufuli a prêté serment en Tanzanie. Le président John Magufuli a prêté serment jeudi 5 novembre à Dodoma pour un second mandat à la tête de la Tanzanie, après sa victoire à l'élection présidentielle du 28 octobre. Dans son discours inaugural, le Président a annoncé son intérêt de finaliser les projets en cours d'exécution, en priorité, avant d'engager le gouvernement dans de nouveaux grands projets. La priorité reste fixée sur l'énergie, les transports et les infrastructures.

CONTACTS

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

